

REPONSE D'ILIAD

A LA CONSULTATION PUBLIQUE

MODALITES DE L'ACCES AUX LIGNES TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE POUR LES IMMEUBLES DE MOINS DE 12 LOGEMENTS OU LOCAUX A USAGE PROFESSIONNELS DES ZONES TRES DENSES

DECEMBRE 2013

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « l'Autorité ») a soumis à consultation un projet de recommandation préconisant :

- de déployer les immeubles de moins de 12 logements au moyen de points de mutualisation de 100 lignes
- de refuser les demandes de fibres dédiées pour ces immeubles.

ILIAD estime que ce projet de recommandation contrevient aux principes de stabilité et de prévisibilité de la réglementation pourtant régulièrement rappelés par le Président de l'Autorité. En ce sens, ILIAD considère que ce projet n'est pas acceptable.

La décision 2009-1106 de l'Autorité a imposé la fourniture de fibres dédiées en zone très dense. ILIAD a fondé plusieurs centaines de millions d'euro d'investissement sur cette décision, en déployant une architecture horizontale comptant une fibre par logement.

Un projet de recommandation ne peut pas, quatre ans plus tard, recommander aux opérateurs d'ignorer la décision 2009-1106 et de refuser la fourniture d'une fibre dédiée demandée préalablement. Pour ILIAD, cela reviendrait à être privé du bénéfice d'un réseau soudé point à point pour ces logements. Une partie significative des investissements réalisés entre 2009 et aujourd'hui seraient perdus.

Aussi, la fourniture d'une fibre dédiée ne peut pas être refusée, au moins pour les immeubles situés dans la zone où ILIAD a déployé à date son réseau horizontal point à point, sur le fondement de la décision 2009-1106.

Pour les immeubles situés en dehors des zones où ILIAD a déployé son réseau horizontal, ILIAD souhaite pouvoir continuer à disposer d'une fibre dédiée selon les modalités exposées ci-après.

Enfin, ILIAD ne partage pas totalement l'analyse de l'Autorité sur l'échec du fibrage des immeubles de moins de 12 logements. 90 000 immeubles de moins de 12 logements figurent déjà dans les IPE des opérateurs. Ce constat n'est pas celui d'un échec, mais celui d'un effet retard, dû vraisemblablement au fait que les opérateurs ont commencé par raccorder les grands immeubles plus rentables au même titre que les déploiements ont commencé dans les communes les plus denses.

I. Remise en cause des déploiements existants

En zone très dense en dehors de poches de basse densité, la réglementation applicable incite les opérateurs à déployer leurs réseaux au plus proche des immeubles : le point de mutualisation peut être situé dans les limites de la propriété privée pour les immeubles comportant au moins 12 logements.

A la suite de la décision 2009-1106, les opérateurs d'immeuble ont déployé des réseaux sur la base de points de mutualisation situés dans les limites de la propriété privée ; le modèle initialement déployé par ILIAD de points de mutualisation de grande capacité (PMGC) y compris dans les zones les plus denses et desservant indifféremment immeubles de plus et moins de 12 logements n'a été repris par aucun opérateur.

Les opérateurs commerciaux qui sont également opérateurs d'immeuble se sont engagés à cofinancer des réseaux basés sur des points de mutualisation situés dans les limites de la propriété privée.

Les déploiements entrepris pour raccorder les points de mutualisation ont été étudiés, conçus et réalisés pour raccorder les points de mutualisation.

Pour d'évidentes raisons d'économie soit d'étude et de travaux, soit d'occupation du génie civil, les opérateurs ont intégré dans les déploiements menés en zone très dense en dehors de poches de basse densité la capacité nécessaire au raccordement de l'ensemble des locaux situés à proximité de leurs réseaux.

Il n'était pas envisageable et il n'est toujours pas envisageable de dissocier les déploiements pour raccorder les immeubles de plus ou moins de 12 logements. Une telle dissociation reviendrait, d'un part, à mener deux fois les études préalables de déploiement et les travaux de déploiement et, d'autre part, à quasiment doubler le taux d'occupation du génie civil en multipliant par deux le nombre de câbles nécessaires au raccordement des immeubles situés dans une même rue.

A ce jour, ILIAD compte, hors communes dont les immeubles sont accessibles à partir d'un réseau d'assainissement visitable, plusieurs dizaines de milliers de fibres optiques déployées à proximité d'immeubles de moins de 12 logements.

Dans ce contexte, la fourniture de points de mutualisation extérieurs monofibre ne serait pas raisonnable.

Toutefois et afin de ne pas empêcher la mutualisation du réseau, les opérateurs consultés devraient avoir la possibilité d'informer l'opérateur d'immeuble de la présence ou non d'un réseau existant et, dans l'affirmative, laisser aux opérateurs concernés le choix de demander une fibre dédiée ou de renoncer à utiliser le réseau déployé. A défaut de réponse des opérateurs consultés dans le délai imparti, l'opérateur d'immeuble pourrait alors déployer un réseau monofibre.

II. Absence de motifs de refus de fourniture d'une fibre dédiée

Le projet de recommandation considère que la fourniture d'une fibre dédiée dans des immeubles de moins de 12 logements feraient peser sur l'opérateur d'immeuble des contraintes telles qu'elles ralentiraient ou rendraient déraisonnable le raccordement de ces immeubles.

Les motifs sont les suivants :

- les conditions d'exploitation d'un point de mutualisation extérieur ne nécessitent pas la fourniture d'une fibre dédiée,
- le déploiement d'un réseau multifibres jusqu'à des points de mutualisation extérieurs satureraient le génie civil,
- le déploiement d'un réseau multifibres encombrerait inutilement les points de mutualisation.

En premier lieu, ces motifs sont contraires aux motifs de la décision 2009-1106 selon lesquels la fourniture d'une fibre dédiée était indépendante du lieu d'implantation des points de mutualisation et de leurs conditions d'exploitation. La fourniture de la fibre dédiée répondait au principe de neutralité technologique en permettant à chaque opérateur

commercial de décider des conditions de raccordement de son réseau de collecte aux réseaux déployés dans les immeubles.

« Or, le partage d'une fibre via un dispositif de brassage ne permet pas de réduire la fréquence des interventions ultérieures. La pose de plusieurs fibres est donc la solution la plus à même de permettre à chaque opérateur de choisir librement entre ces deux options. Si chaque opérateur dispose d'une fibre dédiée entre le point de mutualisation et le logement ou local à usage professionnel, il peut décider, en fonction de ses choix techniques et stratégiques, d'implanter ou non un dispositif de brassage sur la fibre qui lui est attribuée sans affecter le choix des autres opérateurs.

Ce schéma permet à chaque acteur de choisir son mode de raccordement au point de mutualisation (avec ou sans brassage). Un opérateur souhaitant minimiser ses interventions ultérieures demande à l'opérateur d'immeuble l'installation d'une fibre supplémentaire qui lui sera dédiée. Un opérateur souhaitant un raccordement par brassage demandera à la fois l'installation d'une fibre supplémentaire et la possibilité d'installer un dispositif de brassage au point de mutualisation. Les opérateurs qui le souhaitent peuvent également décider de partager une même fibre.

Il ne s'agit donc pas de trancher entre les options technologiques défendues par les acteurs (PON et point-à-point), mais de les rendre chacune possible et d'en permettre l'optimisation du point de vue du déploiement et du raccordement au niveau des immeubles. Permettre à chaque opérateur de choisir librement entre PON et point-à-point constitue en effet un gage d'innovation et de concurrence pour le marché encore naissant du très haut débit. »

En second lieu, l'analyse du projet de recommandation est erronée et incomplète.

i.) Conditions d'exploitation des points de mutualisation

Le projet de recommandation distingue deux catégories de points de mutualisation :

- les points de mutualisation soumis à des fortes contraintes d'exploitation : points de mutualisation situés en façade, chambres ou pied d'immeuble ; pour ce type de points de mutualisation, la fourniture d'une fibre dédiée demeurerait une solution raisonnable au vue des contraintes d'accès et d'exploitation ;
- les points de mutualisation soumis à de faibles contraintes d'exploitation : les armoires de rue ; pour ce type de points de mutualisation, la facilité des conditions d'accès rendrait déraisonnable la fourniture d'une fibre dédiée.

Si les conditions d'exploitation quotidienne des points de mutualisation peuvent être distinguées ainsi que le fait le projet de recommandation, d'une part, elles ne permettent pas de considérer que la fourniture d'une fibre dédiée est déraisonnable dans un point de mutualisation extérieur et, d'autre part, l'analyse du projet de recommandation est largement incomplète.

Comme rappelé ci-avant, la fourniture d'une fibre dédiée a notamment pour objet de permettre à l'opérateur commercial de raccorder son réseau de collecte aux réseaux déployés dans les immeubles, peu importe les conditions dans lesquelles les portes du point de mutualisation peuvent être ouvertes.

Sur les conditions d'exploitation d'un point de mutualisation extérieur, l'analyse faite par le projet de recommandation est incomplète. ILIAD attire l'attention de l'Autorité sur la fragilité de ces points de mutualisation qui sont exposés à chaque ouverture, c'est-à-dire à chaque raccordement d'un client final :

- à la pollution extérieure et aux intempéries,
- à la manipulation ou au dérangement régulier des connecteurs lors du brassage ou lors du raccordement des connecteurs juxtaposés,
- à la manipulation et au déplacement des cordons de brassage,
- à l'usure des joints d'étanchéité des portes de l'armoire de rue,
- aux risques de dégradation.

La fourniture d'une fibre dédiée et un raccordement par voie de soudure est, dans de telles conditions, un gage de sécurisation de la connexion des câbles optiques et d'une préservation des armoires de rue en réduisant leur sollicitation.

ii.) Capacité des armoires de rue

L'Autorité considère que la suppression de la fibre dédiée permettrait de faire passer la capacité des armoires aujourd'hui proposée de 100 lignes à 150 lignes.

Pour cela, l'Autorité s'appuie sur les armoires proposées par l'opérateur historique dans son offre de cofinancement.

En premier lieu, l'opérateur historique ne prévoit pas dans son offre de porter la capacité des armoires de 100 à 150 lignes en monofibre. L'opérateur historique semble prévoir l'accueil d'un plus grand nombre d'opérateurs commerciaux dans chacune des armoires. Cela ne permettrait aucune optimisation des déploiements et ne ferait que diminuer les coûts à la charge de l'opérateur historique.

En second lieu, l'opérateur historique a fait le choix de déployer systématiquement un réseau quadrifibres dès lors qu'un opérateur demande une fibre dédiée. En pratique, ILIAD est le seul opérateur à demander une fibre dédiée, l'opérateur historique pouvant déployer un réseau bifibres et ainsi optimiser l'utilisation des armoires de rue.

Enfin, le projet de recommandation reste silencieux sur la capacité de l'opérateur d'immeuble de livrer les fibres dédiées d'un opérateur commercial en un point différent des fibres mutualisées. En effet, si le projet de recommandation prévoit de pouvoir installer le point de mutualisation dans les infrastructures de génie civil, il est envisageable de dissocier la livraison des fibres dédiées des fibres mutualisées pour livrer les fibres dédiées dans les infrastructures de génie civil à proximité immédiate de l'immeuble et livrer les fibres mutualisées dans une armoire de rue monofibre. Une telle solution ne nécessiterait que le tirage d'un câble d'adduction réservé aux fibres dédiées qui serait laissé en attente au même titre que les fibres livrées dans les infrastructures de génie civil seront laissées en attente ainsi que le recommande le projet de l'Autorité.

iii.) Saturation du génie civil

Le projet de recommandation fait état d'un risque de saturation plus élevé en cas de déploiement d'un câble permettant la fourniture d'une fibre dédiée.

En pratique, raccorder une centaine de logements nécessitera le déploiement de 1 à 3 câbles optiques à partir des points de mutualisation jusqu'aux points de raccordement des câbles issus des immeubles de moins de 12 logements.

Dans ces conditions et sur la base des taux d'occupation du génie civil mentionnés dans les règles d'ingénierie d'Accès aux Installations de Génie Civil de l'opérateur historique, en monofibre, le volume occupé par 1 à 3 câbles serait de 8 à 20 % d'un fourreau de 45 mm (câbles de 48, 72 ou 144 fo de 8,5 à 11,5 mm de diamètre), en multifibres, le volume occupé serait de 22 à 28% d'un fourreau de 45 mm (câbles de 288 ou 576 fo de 14 à 18 mm de diamètre).

Le risque de saturation en cas de déploiement d'un réseau multifibres en aval d'un point de mutualisation de 100 lignes n'est pas avéré.

Inversement, le déploiement parallèle du câble collectant les immeubles de moins de 12 logements et des câbles de tous les opérateurs raccordant les points de mutualisation situés dans les limites de propriété des immeubles est de nature à saturer le génie civil. Si la contrainte de saturation de génie civil doit être prise en compte, elle devrait l'être dans son ensemble et non uniquement sur la différence de diamètre entre un câble monofibre et un câble quadrifibres...

III. Difficultés soulevées par le projet de recommandation

En zone très dense en dehors des poches de basse densité, les déploiements existants ont été réalisés ainsi qu'il suit :

- monofibre avec point de mutualisation en pied d'immeuble
- monofibre avec point de mutualisation de grande capacité situé en dehors des immeubles,
- bifibres avec point de mutualisation en pied d'immeuble
- quadrifibres avec point de mutualisation en pied d'immeuble.

La recommandation propose de rajouter les modalités suivantes pour les déploiements futurs :

- monofibre avec point de mutualisation situé en dehors des immeubles de 100-150 lignes environ,
- quadrifibres avec point de mutualisation situé en dehors des immeubles à proximité immédiate des immeubles (façade, génie civil).

Ces contraintes ne feront qu'ajouter des difficultés aux déploiements des réseaux horizontaux déjà complexes et longs notamment pour adapter les réseaux déployés à la multiplicité des architectures existantes :

- divergence des lieux d'implantation des points de mutualisation : dans les immeubles, à proximité ou dans les environs dans le cas des points de mutualisation de 100 lignes ;

la méconnaissance du lieu d'implantation des points de mutualisation et les risques avérés d'intervention des collectivités notamment pour interdire ou imposer des lieux d'implantation des points de mutualisation situés sur le domaine public, en façade, etc. font qu'il sera impossible d'anticiper les déploiements horizontaux pour raccorder les points de mutualisation extérieurs sur la base des intentions de déploiement des opérateurs ;

- architecture variable et non prédictible des points de mutualisation :

pour les immeubles de plus de 12 logements hors des poches de basse densité, l'architecture déployée par l'opérateur d'immeuble est prédictible : monofibre si aucun opérateur ne demande de fibre dédiée, multifibre si un opérateur demande une fibre dédiée.

pour les immeubles de moins de 12 logements, le nombre de fibre nécessaire pour raccorder un immeuble dépendra du choix du lieu d'implantation du point de mutualisation par l'opérateur d'immeuble :

- monofibre en point de mutualisation extérieur,
- multifibre pour les points de mutualisation en façade, chambre, aérien,

sans garantie que l'opérateur d'immeuble, d'une part, ait correctement identifié les conditions de raccordement d'un immeuble de moins de 12 logements avant la publication du projet de point de mutualisation extérieur et, d'autre part, ne décide de proposer un point de mutualisation multifibre en chambre dans l'hypothèse de conduites cassées, génie civil saturé, refus d'implantation du point de mutualisation par la collectivité, etc.

Pour Iliad, les conséquences seront les suivantes : si le point de mutualisation est monofibre, il ne sera nécessaire d'acheminer que 30 à 50 fibres pour raccorder un point de mutualisation de 100 lignes mais si le point de mutualisation est multifibre, il sera nécessaire d'acheminer autant de fibres qu'il y a de logements à raccorder.

Plus généralement, les conséquences seront les suivantes :

- soit les opérateurs commerciaux dissocieront les déploiements pour raccorder les immeubles de plus de 12 logements et de moins de 12 logements et mener deux campagnes de déploiement avec les coûts et délais inhérents ;
- soit les opérateurs commerciaux attendront d'avoir connaissance du lieu effectif d'implantation des points de mutualisation extérieurs pour réaliser l'ensemble de leurs déploiements dans la zone où ces derniers sont situés ; toutefois, une telle solution n'est pas compatible avec les délais de raccordement d'immeubles déployés et déjà ouverts commercialement.

Toutefois, même en dissociant les travaux de raccordement, le cumul des délais d'étude préalable, des délais incompressibles de l'offre d'accès au génie civil de l'opérateur historique et de raccordement des points de mutualisation fait que les opérateurs commerciaux ne seront pas toujours en mesure de raccorder un point de mutualisation dans les trois mois avant son ouverture commerciale

Malgré cela, dans le contexte concurrentiel actuel, les opérateurs commerciaux risquent de ne pas pouvoir attendre de connaître le lieu d'implantation effectif des points de mutualisation extérieurs et d'être contraints de mener deux campagnes de déploiement avec pour conséquences :

- d'avoir à déployer un ou plusieurs câbles supplémentaires pour raccorder les points de mutualisation extérieurs en l'absence de capacité suffisante dans le réseau situé à proximité immédiate du point de mutualisation extérieur avec pour conséquences :

- d'encombrer inutilement le génie civil existant par le tirage de câbles supplémentaires ; sans connaissance du lieu d'implantation effectif des points de mutualisation extérieurs, il est difficile d'anticiper où il sera nécessaire de disposer d'une capacité suffisante pour raccorder un point de mutualisation extérieur,
 - de supporter des coûts d'occupation déraisonnable d'occupation de génie civil et ce, au seul bénéfice de l'opérateur historique,
- de supporter des coûts de déploiement plus élevés :
- réalisation de nouvelles études de déploiement sur des zones déjà couvertes (relevé de chambres pour définir et communiquer à l'opérateur historique les fourreaux qui seront utilisés, contrôle du respect des règles d'occupation du génie civil de l'opérateur historique) ; le respect des règles d'occupation du génie civil impose de mener ces études lors de chaque déploiement, la présence de nouveaux câbles pouvant difficilement être anticipés,
 - réalisation de nouvelles opérations de tirage de câbles pour raccorder les points de mutualisation extérieurs.

IV. Conclusion

En se concentrant sur le caractère raisonnable ou non de fourniture d'une fibre dédiée pour desservir les immeubles de moins de 12 logements, le projet de recommandation laisse supposer que la suppression de la fibre dédiée résoudrait les difficultés de raccordement des immeubles de moins de 12 logements.

Or, pour les raisons évoqués ci-avant, tel n'est pas le cas et la solution proposée continuera à être source d'inefficacité pour le raccordement des immeubles de moins de 12 logements.

Le projet de recommandation omet que les réseaux déployés en zone très dense en dehors des poches de basse densité sont conçus pour raccorder des points de mutualisation situés dans les immeubles et non à raccorder points de mutualisation dispersés sans cohérence avec les réseaux déployés. L'installation de points de mutualisation extérieurs parallèles à ces réseaux ne fait qu'ajouter de la complexité dans les déploiements, en augmente les délais et les coûts.

Par ailleurs, ILIAD considère aujourd'hui que la réalisation des déploiements en zone très dense y compris en dehors des poches de basse densité nécessite d'être revue et d'être autant que possible harmonisée avec les conditions de déploiement sur l'ensemble du reste du territoire. L'Autorité en fait de même lorsqu'elle affirme dans le projet de recommandation : *« De plus, un déploiement en armoire réalisé en mono-fibre permettrait une meilleure standardisation des solutions techniques (types de points de mutualisation, de boîtiers, modularité des câbles...), en réutilisant les standards développés pour les zones moins denses et les poches de basse densité. »*.

ILIAD estime que le moyen le plus efficace pour remédier aux difficultés de raccordement des immeubles de moins de 12 logements serait d'intégrer dans la zone arrière des points de mutualisation extérieurs tous les immeubles quel que soit leur nombre de logements. Un tel zonage permettrait d'éviter le déploiement de réseaux parallèles, de limiter les coûts de déploiement, d'éviter de multiplier la rémunération de l'opérateur historique pour l'occupation du génie civil et d'assurer aux opérateurs commerciaux les moyens d'accéder aux immeubles situés dans la zone arrière du point de mutualisation dans le même délai que l'opérateur d'immeuble.

Dans ces conditions et sans remettre en cause les déploiements déjà réalisés, il serait raisonnable de demander à l'opérateur d'immeuble lors de la consultation préalable prévue dans le projet de recommandation d'interroger les opérateurs commerciaux sur la présence ou non d'un réseau déjà déployé dans la zone de consultation pour :

- en cas de réponse positive, déployer des points de mutualisation extérieurs destinés à raccorder seulement les immeubles de moins de 12 logements et faire droit à toute demande préalable d'une fibre dédiée,
- en cas de réponse négative, déployer un point de mutualisation extérieur destiné à raccorder en monofibre l'intégralité des immeubles situés dans la zone arrière du point de mutualisation.

